



# Angles d'Attac

ASSOCIATION POUR UNE TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ET POUR L'ACTION CITOYENNE  
BULLETIN ÉDITÉ PAR ATTAC SUISSE, 1205 GENÈVE - WWW.SUISSE.ATTAC.ORG - NUMÉRO 85 - JUIN 2012



## Sommaire

Avortement : défendre des acquis	1
Non, les violences sexuelles ne seront jamais glamour	2
Le masculinisme est-il accessible à la raison	3
Concept NegaWatt - réaction de lecteur	4
Tchernobyl, Fukushima, Genève	4
Femmes pour l'arrêt immédiat du recours à l'énergie atomique	5
Associations féminines au Mali	6
Le Printemps silencieux de Rachel Carson	8
Rio+20 : nous ne voulons pas abandonner la planète au capitalisme vert	9
De la fin du salariat au citoyen du monde	10
Initiative pour un revenu de base inconditionnel	11
Halte à une politique migratoire qui viole les droits humains	12

## Avortement : défendre les acquis

**L'initiative populaire contre la prise en charge de l'avortement par l'assurance maladie relance le débat autour du droit à l'avortement. Et nous ne devons pas nous laisser leurrer. L'augmentation constante des cotisations des caisses maladie et les préoccupations que cela engendre chez les assurés offrent aux anti-avortement un terrain fertile pour revenir à la charge.**

Le mouvement féministe a toujours défendu le droit à l'avortement libre et gratuit. Interdire son remboursement est donc une attaque à ce droit.

L'interruption de grossesse est une prestation obligatoire de l'assurance maladie de base, qui est inscrite dans la LAMAL depuis 1981. Elle est donc antérieure au régime des délais. Invoquer la diminution des coûts, comme le prétendent les initiants, est un ar-

gument mensonger. Pourquoi? Le coût des interruptions de grossesse est en Suisse de 7 à 10 millions (dont il faut déduire la quote-part et la franchise), une somme absolument négligeable au vu des 24 milliards du coût total de la santé en 2010: environ 20cts par assuré et par mois.

En revanche, si cette initiative est acceptée, elle risque d'avoir pour conséquence une augmentation des dépenses de santé. En effet, lorsque l'accès à l'interruption de grossesse est rendu plus difficile, la santé des femmes est mise en danger: recours à des avortements clandestins (médicaments abortifs douteux achetés sur Internet, personnel non qualifié, conditions insalubres), avortements tardifs, etc. Ces pratiques engendrent des séjours hospitaliers qui sont beaucoup plus onéreux que des avortements ambulatoires et précoces. Le nouveau cadre légal aurait également des consé-



Le 14 juin 1981, le peuple suisse votait la loi sur l'égalité hommes-femmes. A l'occasion de l'anniversaire de cette votation, ce numéro d'Angles d'Attac est constitué essentiellement d'articles écrits par les membres de sa commission féministe.

► quences graves sur les populations féminines précarisées, telles les migrantes, à faible revenu ou sur les adolescentes en situation difficile dans leur famille.

Les initiants proposent que les femmes « désireuses » d'avorter concluent une assurance complémentaire pour ces situations. Rappelons d'abord que personne ne souhaite avorter et ensuite que les personnes bénéficiaires de l'aide sociale ne peuvent pas avoir accès aux assurances complémentaires. En outre, alors que les ménages ont déjà toutes les peines du monde à payer les cotisations de l'assurance de base, on propose la charge d'une assurance complémentaire... **Cette proposition est tout simplement cynique.**

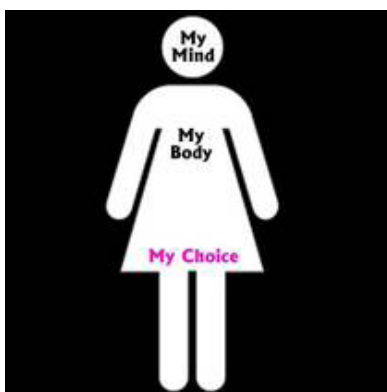
Nous prôtons la solidarité et cette initiative en mine gravement le principe. Elle crée d'autre part une exception, qui pourrait être utilisée pour d'autres objets, au grand bénéfice des assureurs privés. A quand le non-remboursement des frais de maladie pour les fumeurs, les obèses, etc. ?

Le droit à l'avortement fait partie intégrante d'une politique de santé: santé reproductive, santé maternelle et infantile. De ce point de vue, son remboursement doit rester une règle absolue.

Mais ne nous y trompons pas. Le but inavoué est de combattre une fois encore, avec un acharnement autiste, le droit à l'avortement.

Le droit à l'interruption de grossesse a été le résultat de 30 ans de lutte des femmes et des hommes. Nous ne nous laisserons pas bernier et spolier de ce droit, condition indispensable pour construire une véritable égalité entre les hommes et les femmes.

*Claire Magnin*



## **NON ! Les violences sexuelles ne seront jamais «glamour» !**

**Le traitement de l'affaire DSK a eu le mérite de révéler le sexisme ambiant, mais sans y remédier.**

Le 3 octobre, l'émission sur le sport de RMC a été l'occasion d'un déferlement machiste intolérable. Les stars du ballon, V. Moscato et E. Di Meco ont fait l'apologie des violences sexuelles suivie d'aucun rappel à la loi de la part du CSA ou des dirigeants politiques : « On a tous fait des horreurs... Ça soude le groupe... La vie de groupe c'est d'aller sortir le chichi à la femme de ménage » etc. Un amusement pas du goût de tous, surtout pas des femmes : 75 000 femmes sont victimes déclarées de viol chaque année, soit 137 femmes violées chaque jour, 1 femme sur 10 est ou sera victime de violences sexuelles, et tous les 2,5 jours 1 femme meurt sous les coups de son conjoint ou de son ex-conjoint.

Notre société nie la gravité de cette violence sociale et préfère confondre liberté sexuelle et violence sexuelle, et mettre sur le même plan séduction et agression.

Depuis les années 80-90, tous les moyens de communication (pub, films, magazines, jeux vidéo, cyberspace...) ont été colonisés par les codes et les stéréotypes de la pornographie et étalent le corps des femmes comme étant à la disposition de tous, une propriété collective « à portée de main ». La pornographie s'est banalisée de manière massive; elle serait même devenue pour les femmes l'expression de leur liberté sexuelle, une façon de prendre confiance en elles et d'exprimer leur sensualité. Or, en fait de caractère libérateur, la pornographie impose son ordre sexuel toujours basé sur la domination masculine. La pornographie de plus en plus extrême, comme le gonzo ou pornographie-réalité, exhibe le côté avilissant et sadique du sexe : obligation pour la femme, objet de plaisir, réduite au mieux à un corps parfait, de se plier à des pratiques violentes, humiliantes, dégradantes, sensées exciter les consommateurs. Violence et brutalité se substituent au désir. Le viol y est banalisé et même érotisé. La pornographie imprègne les consommateurs d'une vision particulière de la sexualité basée sur les performances physiques, le rapport de force et le plaisir masculin, et elle rapporte près de 100 milliards de dollars par an !

Or, les jeunes consomment cette représentation de la sexualité adulte, à titre initiatique. En 2002, le Conseil Supérieur de

l'Audio-visuel notait déjà la consommation du porno par les très jeunes et se préoccupait des troubles du comportement qu'elle pouvait induire : 80 % des garçons et la moitié des filles de moins de 14 ans ont visionné au moins une fois dans l'année des images porno. Les magazines et autres médias véhiculent également cette hyper-sexualisation précoce. Ainsi la mode transforme des fillettes en femmes fatales, en lolitas, exposées parfois avec la complicité des parents dans des concours de mini-miss. Mais la maturation psychologique est loin de correspondre à leur apparence physique et leur fragilité les expose à des manipulations et à des abus de toute sorte, même à un acte pédophile. Pour les filles, la dépendance au regard de l'autre, l'obsession de l'image du corps et de sa capacité à séduire renforcent le manque de confiance qui caractérise cet âge. Même leurs copains déplorent d'avoir à toujours les rassurer sur leur apparence physique. Néanmoins les tenues « provocantes » de la mode leur servent bien de prétexte pour peser sur la liberté de leur copine. Sous couvert de protection, les filles se voient assignées à des rôles qui les empêchent de découvrir à égalité leur corps et celui de l'autre. Le clivage entre filles respectables et salopes auprès desquelles la sexualité des garçons peut s'exercer sans retenue est maintenu. Et de toute manière la tenue vestimentaire ne fait pas le violeur. Les garçons sanglés dans leurs jeans ne souffrent pas des mêmes privautés de la part des filles !

La publicité, la pornographie, les plaisanteries viriles « obligées », le sexisme décomplexé, l'impunité en dépit des lois... tout contribue à fabriquer un inconscient collectif permissif à l'égard des violences faites aux femmes. L'éradication de ces discours est nécessaire pour lutter contre les violences faites aux femmes et libérer la parole des victimes.

L'utopie de la jeunesse de 1968 et du mouvement féministe n'était pas de se plier aux injonctions de la consommation du corps et du sexe marchandisé. La quête de jouissance partagée s'accompagne d'un renouvellement des rapports sociaux et des rapports de sexe. Le planning familial œuvre dans ce sens et lutte pour participer à la construction d'une société égalitaire sans marchandisation et sans violence. (...)

*Le planning familial 64, Côte Basque Article paru dans Ortzdatar*

# Le masculinisme est-il accessible à la raison ?

**Le féminisme, et surtout l'avancée des droits des femmes a évidemment suscité un certain nombre de résistances dans la société, éveillant les peurs et l'insécurité des hommes confrontés à la nécessité de redéfinir leur rôle dans la famille, au travail et dans leur entourage social. Cette réaction, aussi normale que prévisible, aurait dû s'accompagner d'une discussion saine et ouverte aux fins d'améliorer la situation tant des hommes que des femmes – à plus forte raison au moment où tous doivent faire face aux politiques d'austérité et à la précarisation généralisée des conditions de vie.**

Malheureusement, en lieu et place de ce dialogue salutaire, une sorte d'apitoiement sur la condition masculine s'est fait jour, et sur les discriminations dont les pères seraient menacés, apitoiement dont se sont saisis des groupes d'hommes plus ou moins provocateurs qui en ont fait leur fond de commerce. Ce sont les nouveaux mouvements masculinistes. Or ce retour de balancier, en prenant la forme d'une lutte pour les droits des hommes et uniquement de ceux-ci, mène à une impasse, alors que le mouvement féministe, à travers son combat, a amélioré les conditions de tous, hommes et femmes.

Bien sûr, les avancées des droits des femmes ont exigé des investissements dans le secteur public : formation plus fréquente des femmes dans des cursus supérieurs, mise en place de structures d'accueil extrafamiliales pour permettre leur activité professionnelle, création de maisons d'accueil pour lutter contre les violences conjugales, reconnaissance des femmes en tant que mères grâce à l'égalité civile, etc. Mais ces dépenses ont eu comme corollaire une augmentation des richesses produites dans la société, ainsi qu'une augmentation des recettes fiscales.



Les femmes coûtent davantage qu'hier, mais elles rapportent aussi beaucoup plus à la société.

Ces dépenses publiques pour l'égalité ne font pas que des heureux. Faisant fi des avantages qu'elles procurent à l'ensemble de la population, certains groupements de pères et d'hommes en quête d'une virilité soi-disant séquestrée par les féministes combattent en fait, sous leur discours larmoyant, l'engagement des deniers publics pour l'égalité. Ils veulent la suppression des programmes de recherche de genre, la fermeture des maisons pour femmes victimes de violence domestique, le maintien du monopole masculin sur les postes à responsabilités dans les entreprises ou les régies publiques et s'indignent du nombre grandissant de femmes qui occupent ces emplois. Ils s'insurgent contre le paiement des pensions alimentaires prétextant que la justice civile est à la botte des féministes. Le débat actuel sur l'autorité parentale partagée en est un bon exemple : ils exigent que cette dernière devienne la norme, mais refusent de lui adjoindre une convention alimentaire pour le parent gardien. Tous les droits, mais aucun devoir...

Certains discours de ces groupes peuvent faire sourire, tant ils sont extrémistes et en dehors de toute réalité, dans le mépris total de ce que vivent les femmes. Néanmoins, la vigilance est de mise. Ces hommes ont une politique de lobbying très efficace auprès des politiciens, ils réseautent habilement Internet, créent des antennes associatives locales et noyautent en outre activement les instances judiciaires et parajudiciaires : preuve en est la pression subie par Simonetta Sommaruga au sujet de l'autorité parentale partagée sans convention sur les pensions alimentaires. Par ailleurs, ils jouissent de soutiens puissants dans les partis de droite et d'extrême droite comme dans les milieux fondamentalistes religieux, et contestent par exemple aux femmes le droit de décider d'avorter, voulant que le consentement du partenaire soit obligatoire pour procéder à une interruption de grossesse, ainsi que pour utiliser des moyens contraceptifs. Ne nous y trompons pas : c'est le retour à la mainmise sur le corps des femmes. Nous nous devons de combattre ces groupuscules avec la plus grande fermeté. Il y va de l'équité de notre société à venir.

Claire Magnin

**Citations et dessin tirés du site Antifeministische Interessent Gemeinschaft traduites par nos soins**

« Die Frau nach einer Scheidung: Zugewinn, Unterhaltszahlungen, Alleiniges Sorgerecht, Vorteile, Rechte, Emanzipation, Selbstverwirklichung, Alleinige Aufenthaltsbestimmung, Vorsorgeausgleich, Abfindung... »

Der Mann nach einer Scheidung: Gefändet und abgezockt, Leben unter dem Existenzminimum, Missbrauch mit dem Missbrauch, Sozialhilfe, Arbeitslosigkeit, Verlust und Boykott des Vater-Kind-Kontaktes, Obdachlosigkeit, Beugehaft, Selbstmord, Nährungsverbot gegenüber dem eigenen Kind, Einsatz von Kind als Waffe zu erpresserischen Zwecken. »

La femme après un divorce : gain supplémentaire, pensions alimentaires, autorité parentale, avantages, droits, émancipation, réalisation de soi, doit de décider seule du lieu de son séjour, indemnité de retraite, compensations

L'homme après un divorce : choqué et déchiré, vit avec le minimum vital, maltraité, chômeur, à l'aide sociale, perte et boycott des relations père-enfants, sans domicile, en prison, suicidaire, interdit de contact avec ses propres enfants, utilisation des enfants comme arme pour dans un but de pression.



« Bei Frauen, so die Studie, kommt aber noch etwas Entscheidendes hinzu. Sie reagieren besonders gereizt, wenn ihre Geschlechtsgenossinnen bei Männern beliebt sind. Besonders, wenn dies vermeintlich auf die Attraktivität dieser Frauen zurückzuführen ist. »

L'étude montre encore un aspect décisif. Les femmes réagissent d'une manière particulièrement irritée quand leurs collègues de travail féminines sont appréciées des hommes, surtout quand cela est sensé être en raison de leur attrait.

# Tchernobyl, Fukushima, Genève

Jamais peut-être Genève n'aura mieux répondu à sa vocation de «cerveau du monstre» que ce samedi 12 mai 2012. Au centre oecuménique de la route de Ferney, à 200 mètres de l'OMS, eut lieu l'extraordinaire Forum scientifique et citoyen sur la radioprotection organisé par le Collectif pour l'indépendance de l'Organisation Mondiale de la Santé.

«Les alternatifs d'aujourd'hui sont les enfants de la catastrophe» Sloterdijk

## Que veulent les scientifiques ?

Non pas sortir du nucléaire comme le revendiquent les étourdis du Réseau, mais sortir du cercle de confidentialité où les propagandistes des instances internationales n'ont de cesse de les confiner. Le 12 mai fut un sommet de contre-organisation minutieusement réglé autour de 12 exposés chargés d'apporter les preuves statistiques des effets physiologiques et génétiques de la contamination interne expérimentée sur les cobayes de Tchernobyl (ou de tout

autre site industriel à potentiel radioactif), et leur possible application à la situation de Fukushima. L'ensemble des contributions est à lire en résumé, ou à écouter en traduction simultanée du russe et du japonais, sur le site du Collectif [1]. Nous ne parlerons ici que de six moments choisis de cette journée et de quelques suggestions pour les citoyens que nous sommes.

Le biologiste Alexei Yablokov nous rappelle que, malgré plus de 10'000 publications sur les conséquences sanitaires de l'accident de Tchernobyl, les thèses officielles d'une corrélation non avérée entre l'irradiation et des symptômes spécifiques continuent de dominer la scène politico-scientifique. Alors que tous les systèmes de l'organisme, du coeur aux yeux, subissent des atteintes et montrent des effets négatifs des radiations, allons-nous encore croire le psychiatre américain qui tente d'affubler les cobayes, depuis l'accident survenu dans le réacteur de Harrisburg (Three Mile Island), d'un facteur psy appelé pour la circonstance «radiophobie» ?

Le pneumologue Eisuke Matsui insiste à

son tour sur les effets, non reconnus par le gouvernement japonais et TEPCO, de l'irradiation interne, effets dus à l'ingestion de la nourriture contaminée et à l'inhalation de radionucléides présents même dans l'atmosphère de Tokyo (isotopes du Strontium-90 et du Plutonium-239). Vieille affaire au Japon depuis la dénégation par la Commission internationale de protection radiologique (CIPR) des effets des retombées radioactives des bombes de Hiroshima et de Nagasaki, à quoi le Dr. Matsui oppose une approche scientifique et démocratique dans une optique citoyenne.

La cardiologue et pédiatre Galina Bandajevskaya nous apprend que le cancer de la glande thyroïde reste la seule pathologie reconnue par l'OMS comme conséquence de la radioactivité, à l'exclusion des maladies primaires du système endocrinien, des anomalies congénitales, des maladies du système circulatoire et des tumeurs. Aujourd'hui, la tendance à l'augmentation de la morbidité perdure. Pour la période 2004 à 2011, les données statistiques de la polyclinique pédiatrique de Minsk montrent une augmentation du plus du double d'enfants atteints d'une pathologie cardio-vasculaire. Chaque année, environ 90'000 enfants naissent au Bélarus, dont 800 souffrent d'une cardiopathie congénitale.

L'anatomopathologiste Youri Bandajevsky, après avoir subi les violences de la tyran-

## NegaWatt

Dans le dernier numéro d'Angles d'Attac, nous avons publié un texte sur le concept Negawatt. Nous publions ci-après la réaction d'un lecteur puis la réponse de l'auteur de l'article.

### Commentaire de Jack Badoux

Voici ma réponse à la question de Mirabelle Schindler: «Ne serait-il pas temps qu'Attac Suisse (...) invite Thierry Salomon et son équipe de Concept Negawatt?»

La réponse est oui, bien sûr. Il est toujours intéressant d'écouter les gens qui ont des idées sur l'amélioration de l'avenir. Oui, mais:

Même si dans l'article d'Angles d'Attac de mai 2012 il est écrit «sobriété», «une société moins énergivore», «remettre en cause le modèle productiviste», les 4 points de la démarche proposée par le concept négaWatt tels qu'exposés dans l'article ne parlent plus du tout de ça. Je ne vois dans ces 4 points que la continuation de la façon de fonctionner du monde actuel. Seules les

façons de produire l'énergie et les façons de mieux l'utiliser changent. Aucune idée de diminution de production; donc aucune intention de diminuer l'activité, la production de biens et la consommation; donc à part la suppression des inconvénients des énergies fossiles, aucun autre monde possible.

«Ainsi la France ne vivrait pas dans la décroissance au sens de privation». Que veut dire cette phrase? Attac suisse pense vraiment qu'on peut changer le monde sans resserrer la ceinture au moins d'un petit cran (ne serait-ce que par respect pour d'autres régions moins favorisées que nous pompons)?

### Réponse de Mirabelle Schindler

La critique de Jack Badoux est pertinente et la question de la continuation de la productivité par d'autres moyens (les soi-disant «renouvelables») mérite d'être posée aux concepteurs de négaWATT. Ce problème semble préoccuper la plupart des sections locales d'Attac France et quelques-uns de leurs ténors (Harribey, Azam), aussi

me suis-je inquiétée de l'absence de ce débat en Suisse.

Il est vrai que le terreau de négaWATT est constitué d'un ensemble d'experts de provenances très typées (ingénieurs proches de l'Ademe, énergéticiens consultants, référents en éolien et en photovoltaïque) dont l'idéologie reste imperturbablement celle du «développement durable» au travers de l'Agenda 21 et des renouvelables.

Admettons que la «transition énergétique» ne satisfasse en rien à la venue d'un autre monde. Mais une confrontation avec ces énergéticiens de l'avenir pourrait peut-être pousser attac à définir maintenant ce qui, de cet autre monde, est encore possible à l'heure de l'effondrement du modèle productiviste. Et si la transition n'y suffit pas, à oser aborder les analyses radicales du renouvelable par l'Encyclopédie Des Nuisances (Michon, *Le sens du vent, notes sur la nucléarisation de la France au temps des illusions renouvelables*, 2010, E.D.N.) et par Pièces et main d'oeuvre (Gaillard, *Le soleil en face, rapport sur les calamités de l'industrie solaire et des prétendues énergies alternatives*, 2012, L'Echappée).

nie locale, a formalisé un ensemble de mesures « visant à prévenir l'entrée des éléments radioactifs dans l'organisme ». Cette action d'écologie préventive est basée sur la mise en évidence d'un « syndrome d'incorporation chronique des radionucléides à période longue (SLIR) », singulièrement des radionucléides du Césium-137 qui entraînent des troubles fonctionnels des systèmes cardiovasculaire, urinaire, endocrinien, reproductif, digestif et même ophtalmique. Le Césium-137 est soupçonné d'induire des altérations dans l'appareil génétique, ce qui expliquerait l'apparition de maladies graves.

Le chimiste et physicien britannique Christopher Busby part du problème majeur de la rétention en Europe, sous prétexte de confidentialité, des données provenant de petites localités sur l'incidence du cancer et de la mortalité. Pour contourner l'interdit, il propose une nouvelle méthodologie, dite citoyenne, qui consiste à questionner directement les ménages dans les localités sous étude. On peut ainsi calculer le risque relatif de cancer sur la base d'une population de contrôle, en l'absence de registres oncologiques officiels. Cette « guerre méthodologique » (« this is a war » dit carrément le Dr. Busby) a permis les premières investigations épidémiologiques indépendantes des taux de cancer autour de certains sites industriels et nucléaires du Pays de Galles et d'Irlande. Les concentrations de cancers sur de petites zones, établies statistiquement, ne doivent rien au hasard. Les Japonais ont traduit à leur usage le questionnaire de l'Unité des Statistiques sanitaires des Petites Localités.

Le professeur Michel Fernex, avec sa tranquille ironie à peine adoucie par l'âge, 83 ans, clôt ce sommet mondial de la radio-protection sur un constat que l'OMS-AIEA se refuse d'envisager: « Les dommages génétiques et surtout périgénétiques, responsables de l'instabilité génomique des descendants, sont plus graves que ceux des géniteurs, et cela s'aggrave de génération en génération ». Témoins les campagnols roussâtres qui, au cours des 22 générations se succédant à Tchernobyl, n'ont pas encore trouvé de parade adaptative. Pragmatique et réellement soucieux de l'avenir des enfants de Tchernobyl, le professeur Fernex donne une recette simple et éprouvée: favoriser l'élimination des radionucléides avec la pectine des algues, renforcer les antioxydants de l'organisme en fournissant des caroténoïdes naturels contenus dans les carottes, betteraves rouges, fruits et légumes colorés, lait des vaches de Jersey pour les enfants.

### Que peuvent les citoyens ?

Continuer à dénoncer l'assujettissement de l'OMS à l'AIEA en se faisant « vigies d'Hippocrate », c'est-à-dire en manifestant

silencieusement devant le siège de l'OMS, par groupe de 3 personnes, pour dénoncer l'accord du 28 mai 1959 qui voue les recherches des scientifiques à la confidentialité ou au déni des conséquences sanitaires des désastres nucléaires. Ou soutenir l'Appel international qui cherche à inscrire les impacts des activités atomiques depuis Hiroshima au registre juridique de crimes contre l'humanité - d'autres préféreront parler de crimes contre le vivant. Ou signer l'Appel des Femmes pour l'Arrêt Immédiat du Recours à l'Énergie Atomique. Ou encore, le plus simplement du monde, penser à soi-même grâce aux conseils que l'Institut Belrad nous prodigue dans son ouvrage récemment traduit en japonais et en français: « Après l'Accident Atomique - guide pratique d'une radio-protection efficace ».

Et bien sûr ne pas cesser de lire. Lire la littérature d'après l'apocalypse, selon le concept forgé en 1997 par Svetlana Alexievitch à partir des récits des témoins de

l'interminable agonie des liquidateurs de Tchernobyl [2]. Et méditer une certaine pédagogie de la catastrophe telle que l'expérimente le philosophe Peter Sloterdijk: « Pendant longtemps encore les victimes de Tchernobyl souffriront une agonie terrible et la didactique zélée se manifesterait de nouveau pour dire : même Tchernobyl n'était pas assez grave, parce que l'Internationale de ceux qui sont d'accord pour continuer est plus résolue que jamais. La conséquence inexorable n'en peut être que dans la surenchère du pire. Mais jusqu'où ? [3] »

Mirabelle Schindler,  
Commission féministe d'Attac

#### Notes

[1] [www.independantwho.org](http://www.independantwho.org)

[2] Svetlana Alexievitch, *La supplication. Tchernobyl, chronique du monde après l'apocalypse*, J'ai Lu, 2004 (1997)

[3] Peter Sloterdijk, *De quelle dose de catastrophe l'homme a-t-il besoin ?* in *La mobilisation infinie*, Christian Bourgois Editeur, 2003 (1989)

## Appel des femmes pour l'arrêt immédiat du recours à l'énergie atomique

Nous autres femmes refusons de nous résigner à la banalisation de l'horreur que vivent depuis plus de 25 ans nombre de Biélorusses, et maintenant beaucoup de Japonais.

Jamais nous n'accepterons des choix techniques, économiques et politiques impliquant qu'une foule d'enfants puissent aller à l'école avec des dosimètres ou aient le corps prématurément rongé par du césium ou d'autres éléments radioactifs.

Jamais nous n'accepterons que des territoires entiers soient contaminés dans l'indifférence pour les êtres qui y vivent, pourraient y vivre ou devraient y vivre. C'est pourquoi nous lançons, sur l'espace Internet des FAIREA, l'appel ci-dessous et vous invitons à nous rejoindre sur ce site pour le signer !

### Appel des Femmes pour l'Arrêt Immédiat du Recours à l'Énergie Atomique

Certaines d'entre nous sont connues. D'autres moins. D'autres pas du tout. Certaines sont des militantes de longue date. D'autres ne militeront jamais. Certaines sont des amies proches. D'autres affichent

de profonds désaccords entre elles sur quantité de terrains.

Mais, toutes, nous partageons désormais la conviction de la nécessité vitale d'un arrêt immédiat du recours à l'énergie nucléaire. Qu'il s'agisse de production d'électricité ou d'armement.

Nos arguments sont multiples. Nos réseaux sont divers. Comme sont aussi divers nos modes d'action possibles et nos initiatives. Et nous en inventerons d'autres chemin faisant.

Pour l'heure, près d'un an après le début du drame de Fukushima, il nous paraît urgent de commencer à nous compter. Et de cesser de nous en laisser conter. Ni cotisation, ni structure bureaucratique: nous formerons une sororité de fait. [...] chacune d'entre nous s'engage simplement à être, à sa propre manière, une femme pour l'arrêt immédiat du recours à l'énergie atomique et, seule ou avec d'autres, à intervenir en ce sens où elle le pourra, comme elle le pourra, chaque fois qu'elle le pourra.

Pour signer, rendez-vous sur  
<http://www.fairea.fr>

# Associations féministes au Mali

## Quatre questions à Martine Burkhalter qui a séjourné récemment au Mali

*Tu as dernièrement séjourné au Mali, pays qui fait l'actualité, avec un coup d'Etat militaire et l'occupation du nord du pays par les Touareg et des groupes islamistes. Peux-tu décrire l'ambiance générale dans le pays, comment y as-tu été reçue ?*

De décembre 2011 à février 2012, j'ai été reçue par des amis dont nous avons fait la connaissance il y a 25 ans, lors de notre séjour de 2 ans. Mon époux y a travaillé dans le cadre de la coopération suisse. Cheik Oumar Traoré était alors directeur d'une grande école pour enfants située au centre de Bamako. Sa deuxième épouse, Néné Touré, épouse Traoré, est devenue entre-temps un pilier de la CAFO (Coordination des Associations Féminines et ONG). C'est elle qui m'a permis de rencontrer les femmes de la CAFO et leurs diverses activités. Néné est également syndicaliste et au cœur de diverses actions.

Vu à travers les yeux de mes amis maliens, le coup d'état militaire est un acte de sauvegarde de la démocratie. La population est favorable à un changement respectueux du choix des votations qui n'ont pas encore eu lieu. Les gens se mobilisent pour défendre leurs droits et refusent que d'autres pays imposent ou même s'impliquent dans le choix des nouveaux dirigeants. Le problème Touareg existe depuis toujours. Cette ethnie qui représente 2% de la population malienne occupe une grande partie du territoire, territoire riche en matières premières variées intéressant le reste du monde. Cette ethnie a toujours vécu dans des conditions très difficiles. Elle est perçue très négativement par la population noire car elle a été de tout temps impliquée dans l'esclavagisme qui a été imposé aux populations noires.

Maintenant que le gouvernement a changé, la situation s'est modifiée: le Mali, pays en grande majorité musulman, s'est montré jusqu'à ce jour très tolérant. Je n'y ressentais aucune agressivité et me sentais en sécurité partout. Il était possible d'y vivre en s'intéressant à leur culture et en s'y adaptant. Il y a 25 ans on y rencontrait quelques tchadors et aussi quelques femmes aux seins nus. Aujourd'hui, on n'y rencontre plus de seins nus, moins de tchador mais beaucoup de femmes en grands boubous magnifiquement brodés. Il me semble que la défense de



la cause des femmes y est plus présente que chez nous. Je pense que cela est dû au fait qu'elles sont marquées par une histoire où elles ont dû faire face à leurs propres besoins.

Elles sont aujourd'hui au départ de nombreux projets de développement, mais le pays est tellement pauvre que tout y est difficile.

*Tu as rencontré des groupes de femmes ? Quelles sont leurs activités ?*

Les activités de la CAFO se sont développées depuis 1991, après la révolution qui a renversé Moussa Traoré. Elle s'est créée au départ pour occuper les jeunes sans emplois et regrouper leurs forces. La population malienne est composée de 57% de jeunes et de 52% de femmes. Aujourd'hui la CAFO comprend plus de 2'400 organisations féminines qui comptent 5, 15 ou 30 membres. Le bureau central est à Bamako, mais l'organisation a des représentantes de toutes classes sociales et de tous âges dans chaque région. Elle comprend différents secteurs d'activité :

- environnement, développement rural et décentralisation ;
- éducation, culture, artisanat et paix ;
- santé et développement social ;
- économie et multimédias.

La mobilisation sociale est une transversale qui est le domaine où travaille Néné Traoré, bien que son principal intérêt soit le développement rural.

*Comment les femmes de ces associations sont-elles organisées ?*

Quelques exemples vécus : j'étais présente lors d'une assemblée où les femmes s'étaient mobilisées pour organiser des marches de soutien à la grève des enseignants car le gouvernement ne voulait plus payer plus leurs salaires et voulait déléguer dorénavant aux communes la nomination de l'enseignant et le versement de son salaire.

J'ai pu assister le lundi suivant mon arrivée à une formation pour les femmes de la CAFO portant sur les arbres nourriciers d'Afrique et leurs vertus thérapeutiques : comment les multiplier et les greffer. Les participantes venaient de toutes les régions. Ces femmes entreprennent des actions nombreuses et variées, une page entière ne suffirait à les exposer. L'espoir est que les jeunes vont continuer à s'engager dans des entreprises de soutien mutuel, comme par exemple :

- installation de plantations de « banques alimentaires » : il s'agit là de cultures d'arbres greffés et taillés qui serviront à nourrir une famille. Séchage et vente de produits naturels, entre autres des sirops que l'on trouve dans les commerces ;
- promotion de lieux d'aisance avec leurs répercussions sur la santé ainsi que sur le confort et la sécurité des femmes ;
- amélioration des sols et mesures de conservation de l'eau ;

- promotion des femmes;
- lutte contre l'excision;
- lutte contre le sida;
- aide aux jeunes filles victimes de prostitution;
- récupération et transformation des plastiques;
- actions diverses en faveur de la lutte contre les facteurs de pollution de l'air;
- contrôle des substances chimiques;
- sur Internet vous pouvez constater le nombre d'actions menées et l'énergie de ces groupes de femmes décidées.

*Quels sont les projets concrets et comment apporter notre solidarité?*

Pour ma part, j'ai envie de retourner au Mali avec le projet d'amener un broyeur à végétaux, qui permettra de faire facilement du BRF (bois raméal fragmenté) pour permettre à l'humus du sol de se régénérer. Un expatrié français (Lionel Peruchon) a expérimenté cette technique à Gao pendant 12 ans; il nous a exposé ses effets positifs en nous montrant les photos de ses expérimentations. On pouvait observer deux parcelles juxtaposées, entretenues et arrosées identiquement: sur les parcelles qui avaient été recouvertes avec le BRF, 19 espèces de

plantes avaient poussé d'elles-mêmes; sur les parcelles de contrôle, seules trois espèces, éparpillées et menues, s'étaient développées. Couvrir le sol permet de limiter l'évaporation de l'eau, ce qui est vital dans les zones arides; elle permet également aux termites de le structurer.

En ce qui concerne les essais agricoles, un autre samedi a été consacré par les femmes de la CAFO à un essai pratique utilisant des massettes et des machettes pour fragmenter les branches, cela sans grand succès. Pour essayer de promouvoir cette technique, nous avons convenu avec Housman Touré, un malien qui a grandi à Paris puis effectué un retour dans son pays où il a eu l'occasion de pratiquer le jardinage biologique, de fonder une association avec Néné Touré qui fera le lien entre les femmes de la CAFO et lui. Pendant 3 ans, il sera tenu de travailler 2 jours par mois, 9 mois par année, avec un broyeur que je lui fournirai, ainsi qu'un véhicule pour le transporter (les frais d'essence, d'assurance et le matériel de protection compris). Approximativement 120 jours de salaire sont prévus pour Housman, ainsi que 2 aides et une organisatrice de la CAFO. Une réunion avec rapport sera organisée tous les 3 mois me permettant de suivre les réalisations et l'avancement du projet. Par ailleurs, les ser-

vices de cette micro-entreprise pourront, en plus de sa mise à disposition de la CAFO, être loués par des tiers, ce qui améliorera sa rentabilité et fera de la publicité pour cette technique. Plus il y aura de sols régénérés, plus l'association aura atteint son but.

Toutes les personnes qui ont envie de soutenir ce projet sont invitées à me contacter. A partir du mois d'août, je serai à même de donner des informations plus précises sur sa réalisation. Pour l'instant, la situation politique fait prendre du retard au projet, mais qui sait: le fait d'y croire et de persévérer lui permettra de se réaliser.

Il me semble important de donner la possibilité aux maliens de participer à des actions décentralisées, terre à terre, efficaces et qui dans leur modestie seront accessibles au plus grand nombre; actions qui ne nécessitent pas l'intervention ou la présence d'expatriés permanents.

Communiquez-moi vos idées ou vos conseils sur une manière de faire parvenir ce broyeur au Mali, je suis ouverte à toutes les suggestions. Je me tiens également à la disposition des personnes intéressées à soutenir la CAFO.

Martine Burkhalter  
 Samafive@bluewin.ch  
 ou martineburkhalter@yahoo.fr

## Impressum

Édité par Attac Suisse, paraît au moins 4x par année. Destiné aux membres et aux abonnés. Impression et mise en page: Delta-graph, Bienne. Tirage 1'600 exemplaires

## Abonnement

Veillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse. les membres d'Attac sont abonnés automatiquement.

## Ont participé à ce numéro :

Martine Burkhalter, Christine Dellsperger, Rémy Gyger, Claire Magnin, Michel Pellaton, Sabrina Scardua, Annie Seguin, Jane Séligmann. *Les articles n'engagent que leurs auteurs. Ils ne représentent pas forcément la position d'Attac.*

## Traductions

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur coordi-trad.attac.org ou en envoyant un mail à coorditrad.ch@attac.org, ou par courrier postal auprès d'attac suisse

## Courrier des lecteurs et lectrices

Réagissez, participez, n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à: Courrier de l'Angles d'ATTAC, cp 5105, 1002 Lausanne ou par mail: angles-ch@attac.org

## Internet

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur [www.suisse.attac.org](http://www.suisse.attac.org), rubrique Angles d'ATTAC

## Adresses

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, vaud@attac.org  
 Genève: rue des Savoises 15, 1205 Genève, geneve@attac.org  
 Neuchâtel: CP 21, 2035 Corcelles, neuchatel@attac.org  
 Bern: Postfach 520, 3000 Bern, bern@attac.org  
 Zürich: Attac Zürich, 8000 Zürich, zurich@attac.org  
 Basel: Postfach, 4002 Basel, basel@attac.org  
 Ticino: c/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra  
 Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, fribourg@attac.org  
 Bienne-Jura: CP 4314, 2500 Bienne 4, bienne-jura@attac.org  
 Valais: c/o Attac Suisse, 1205 Genève, valais@attac.org

# Il y a 50 ans, le Printemps silencieux de Rachel Carson

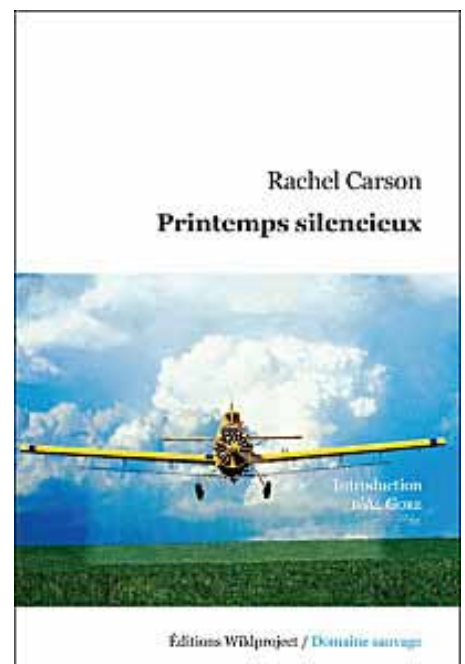
**Il y aura 50 ans cette année, était publié aux Etats-Unis «Printemps silencieux», de Rachel Carson. L'ouvrage, qui dénonçait l'utilisation massive des pesticides en agriculture, notamment du DDT, allait connaître un retentissement planétaire. Il constitue aujourd'hui encore un des ouvrages fondateurs du mouvement écologiste et mérite bien à ce titre que l'on célèbre son cinquantenaire.**

*« Il y avait un étrange silence dans l'air. Les oiseaux par exemple – où étaient-ils passés ? On se le demandait, avec surprise et inquiétude. Ils ne venaient plus picorer dans les cours. Les quelques survivants paraissaient moribonds ; ils tremblaient, sans plus pouvoir voler. Ce fut un printemps sans voix... Les générations à venir nous reprocheront probablement de ne pas nous être souciés davantage du sort futur du monde naturel, duquel dépend toute vie ». Rachel Carson*

Au sortir de la seconde guerre mondiale, la politique américaine fut dominée par la guerre froide et la politique intérieure par l'anticommunisme. Les Américains développèrent à cette époque une production industrielle d'insecticides de synthèse dont le plus célèbre est le DDT (dichloro-diphényl-trichloroéthane [1]). Cette découverte de molécules, enfants des recherches conduites dans l'entre deux-guerre, ne fut pas un hasard, car élaborée à des fins militaires et agro-industrielles dès les années '45. Le DDT est alors massivement utilisé pour le traitement des cultures, des forêts, des rivières grâce aux épandages par avions, surplus de la guerre, et adaptés en pulvérisateurs pour récoltes avec pour leitmotivs : le progrès et la liberté. Ce modèle agro-industriel fut mis à mal par une poignée de scientifiques, dont la biologiste Rachel Carson, qui demandèrent des régulations face à l'essor croissant de la pollution. Ils devinrent alors la nouvelle « bête noire » pour les combattants de la guerre froide : la régulation conduisait en pente douce vers le socialisme, forme rampante du communisme. Les mouvements pour l'environnement devenaient ainsi la prochaine grande menace pour la liberté. Lorsque le magnifique livre de Rachel Carson, *Printemps silencieux* [2], est paru en 1962 aux USA, le mot environnement et le mouvement écologique n'existaient pas, il n'y avait pas de débats publics sur les dangers

invisibles des produits chimiques et pesticides dont le DDT. Ce plaidoyer solidement étayé a changé le cours de l'histoire et s'est heurté à une énorme résistance de la part des industriels concernés. Les forces déployées contre Rachel Carson furent colossales et ses opposants tentèrent de réfuter son travail et de mettre en doute sa crédibilité scientifique. La biologiste révélait au grand public les effets secondaires toxiques des produits chimiques sur les oiseaux, les poissons et autres animaux. Elle attirait l'attention sur les effets néfastes des pesticides, insecticides et herbicides que nous ingérons à travers nos aliments, notre eau, et que nous absorbons souvent à de très faibles doses à travers notre peau. Rachel Carson réussit néanmoins au début des années '60 à souligner les méfaits de l'utilisation inconsidérée des pesticides : elle expliquait comment ils s'accumulaient dans la chaîne alimentaire et endommageaient l'environnement. Les industriels et leurs avocats tentèrent de démolir et vilipender ses recherches, mais ses travaux furent validés par le Conseil scientifique du président Kennedy. En 1970, sous Nixon, fut créée l'EPA (Agence de protection de l'environnement) qui conclut en 1972 que les preuves scientifiques étaient suffisantes pour justifier l'interdiction du DDT aux USA. « La science et la démocratie fonctionnèrent toutes deux comme il convient » (Oreskes et Conway, 2010), mais malgré son décès en 1964, ses détracteurs n'en furent que plus féroces. Ils arguèrent, en tant que défenseurs des marchés, que cette régulation gouvernementale réussie grâce au combat de Rachel Carson n'avait été en fait qu'une erreur commise. Ils se faisaient les avocats de solutions basées sur la libre concurrence, condition du progrès économique, pour résoudre les problèmes de pollution. C'était la première fois que ces industriels de la chimie et leurs puissants lobbyistes étaient remis en question quant à l'utilité de leurs « produits miracles » par ce livre dénonciateur des ravages engendrés par le progrès technique. Et cinquante ans après, le *Printemps silencieux* dérange toujours autant ! Mais Rachel Carson existe heureusement à travers de nombreux travaux critiques contemporains qui lui reconnaissent sa valeur pionnière [3].

Nous sommes encore et toujours dans ce même conflit : l'activité commerciale sans limitation cause des dommages réels,



durables, invasifs. C'est le point faible du capitalisme de marché, incapable d'en rendre compte et de les empêcher, même si l'Union européenne tente de responsabiliser les industriels par l'instauration d'une évaluation des substances chimiques (programme REACH). Certaines formes de liberté ne sont pas viables, il en est ainsi de la liberté de polluer. Il serait temps de ne plus se laisser duper par les intérêts des seuls industriels. Les changements environnementaux étaient jadis pour l'essentiel locaux et réversibles. Aujourd'hui, nous modifions l'écologie de notre planète de façon radicale, et nous ne disposons pas des moyens nécessaires pour répondre au défi techno-industriel d'une pollution généralisée.

*Pour la Commission féministe d'Attac  
Mirabelle Schindler*

## Notes

- [1] « Le DDT a été constitué par synthèse en 1874 par un chimiste allemand, mais ses propriétés insecticides n'ont été remarquées qu'en 1939. Le DDT a été immédiatement considéré comme le produit miracle qui permettrait d'enrayer les épidémies propagées par les insectes, et donnerait la victoire aux paysans sur les ennemis des récoltes. Le Suisse Paul Müller, auteur de la découverte, a reçu le prix Nobel » (Carson, 2009, p. 44).
- [2] Rachel Carson, *Printemps silencieux*, Editions Wildproject, 2009. Titre original : *Silent Spring* (1962).
- [3] Cf. Ulrich Beck, *La société du risque*, 1986, Flammarion ; Jared Diamond, *Effondrement*, 2005, Gallimard ; Coline Serreau, *Solutions locales pour un désordre global*, 2010, Actes Sud ; Naomi Oreskes et Erik Conway, *Les marchands de doute*, 2010, Le Pommier ; Marie-Monique Robin, *Notre poison quotidien*, La Découverte, 2011



# Rio +20 : ne pas abandonner la planète au capitalisme vert

**En marge du Sommet des peuples, un appel à la mobilisation internationale est lancé: le 5 et le 20 juin seront des journées mondiales d'action pour exercer une pression sur nos gouvernements, en leur montrant que notre planète n'est pas à vendre. A Genève, la coordination Climat et Justice sociale se mobilise.**

Depuis Copenhague, Cancun et Durban, les conférences internationales sur le climat marquent à chaque fois des grands pas... en arrière dans les efforts pour préserver notre biosphère. Les négociations avant Rio +20 laissent prévoir une nouvelle régression, puisque les pays riches responsables pour les 3/4 des émissions de gaz à effet de serre (GES) ne veulent plus reconnaître le principe d'une responsabilité commune mais différenciée par rapport au désastre qui menace.

Plutôt que de prendre des mesures directes et concrètes pour réduire leurs émissions, on préfère «compenser» des émissions croissantes sur un marché de droits de polluer. À défaut de réduire les émissions, ces «indulgences» des temps modernes sont un nouveau champ de profits et de spéculation. En marchandisant les fonctions de la nature (notamment des forêts à travers le mécanisme REDD+), ils menacent les droits

de populations locales et relancent l'accaparement des terres – une situation dénoncée par la Via Campesina et le Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale. Les faits sont éloquentes: depuis les accords de Kyoto de 1997, les émissions mondiales de GES ont augmenté de 2,5% par an, alors qu'elles augmentaient de 1,5% pendant les deux décennies antérieures!

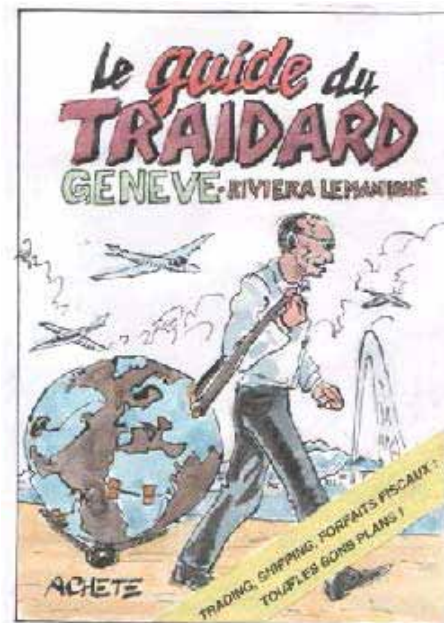
Aujourd'hui, malgré l'écran de fumée de «l'économie verte», on constate l'entêtement des «décideurs». Plutôt que de mettre en question notre système économique ils laissent chercher partout les dernières (et plus polluantes) des énergies fossiles: charbon, pétrole en eaux profondes, sables bitumineux du Grand Nord, gaz de schistes ici et un peu partout. Pourtant – et sans parler des conséquences immédiates de ces aventures – les climatologues sont formels: consommer toutes ces énergies fossiles précipiterait un désastre inimaginable [1]. Nous nous opposons à cette démission.

## Face à la démission des gouvernements, mobilisations locales!

La croissance insoutenable de l'agglomération Franco Valdo Genevoise, à laquelle on assiste depuis quelques années, n'est pas une fatalité: c'est au contraire un plan délibéré d'attraction d'une économie qui contribue à la destruction tant de l'environnement que du tissu social local. Par ses forfaits fiscaux et autres facilités bancaires et juridiques, le «Grand Genève» constitue un appel d'air pour les entreprises les plus destructrices de la planète – notamment le trading des matières premières (pétrole, minéraux, céréales).

Quelques conséquences de cette invasion «haut de gamme» dont nos élus sont trop souvent les complices:

- une pression insoutenable sur le logement, expulsant la population vers la périphérie et la France
- une explosion du trafic aérien (un tiers de l'aéroport pour des jet privés!)
- une pression sur le foncier transfrontalier empêchant le maintien d'une agriculture de proximité et menaçant l'équilibre écologique
- une augmentation constante de la distance travail-domicile, faisant de la région un immense embouteillage.
- le remplacement d'une économie prom-



ductive diversifiée par une monoculture de la finance spéculative

- une mise en danger du rayonnement de la Genève internationale en tant qu'acteur de paix dans le monde
- au niveau mondial, la complicité de notre région dans la spoliation des peuples du monde de leurs droits les plus élémentaires, à l'autonomie et à la souveraineté sur leurs ressources naturelles et biens communs.

Nous appelons toutes et tous à participer avec nous aux Journées d'action mondiales programmées le 5 et le 20 juin et à oeuvrer localement pour un autre modèle de développement de notre région transfrontalière, car la Genève des traders, financiers et hedge funds est à l'avant-garde de cette fuite en avant qui détruit la planète tout en créant également de nombreuses difficultés pour les habitants de la région!

## Actions prévues

- Remise d'une lettre géante de la société civile aux organisations internationales de la Maison de l'Environnement, 12h15 le mardi 5 juin, chemin de Balaxert 7-9, 1219 Châtelaine, Genève.
- Visite gui(n)dée de la Genève des Traders, départ à 17h30 le mercredi 20 juin, Zone Piétonne du Mont Blanc, Genève Tract PDF
- Poursuite des travaux du Forum Transfrontalier, pour un autre modèle de développement de notre région: meilleur pour nous et meilleur pour la planète!

Pour plus d'informations, consulter le site [www.climatjusticesociale.org](http://www.climatjusticesociale.org)

[1] <http://taca.assoweb.com/171+jimhansenunmilitant.html>



Participez à une action de rue le 20 juin

Le mercredi 20 juin 2012, jour de l'ouverture de la Conférence officielle dite «Rio+20», sera une Journée d'actions globale, à l'appel du Comité brésilien d'organisation du Sommet des Peuples. v

# De la fin du salariat au Citoyen du monde

**Au moment d'aborder la question de la fin du capitalisme, système qui englobe toutes les activités humaines depuis plusieurs centaines d'années, s'ouvre à nous un champ extrêmement large de questions. Raisonnablement, il ne va pas s'agir de régler les problèmes par tout ou rien. En premier lieu, cela nécessitera une transition en plusieurs étapes. Ensuite, personne ne peut prétendre à l'heure actuelle imaginer un système fonctionnel éliminant toutes les composantes du capitalisme.**

D'autant qu'il n'est pas possible de penser simplement le capitalisme comme un système d'accumulation générant l'augmentation des inégalités et la destruction de l'environnement. Par définition, le capitaliste est un système qui augmente la productivité, tout en diminuant les prix des marchandises sans cesse. Sommes-nous en mesure de nous passer de cela immédiatement? Il faut bien se rendre compte que la survie de l'humanité dépend toujours de cette productivité.

Cependant, estimant être arrivées à un point de non-retour avec la crise globale qui a débuté en 2007 et contre laquelle les recettes capitalistes proposées semblent au mieux la ralentir et au pire l'accentuer mais en aucun cas la régler, beaucoup de personnes recherchent des alternatives. Dans ce contexte, en premier lieu, il est indispensable de s'intéresser à une composante majeure de ce productivisme capitaliste, le productivisme du salariat.

## **Pas de liberté effective, de droit à l'autonomie, sans indépendance financière**

*«Louvrier vend sa force de travail parce que, ne disposant pas des moyens de production, il ne peut l'utiliser pour son propre compte. S'il n'était pas un libre citoyen, on ne permettrait pas au prolétaire de céder sur le*

*marché une faculté personnelle telle que la force de travail (toute sa personne appartenant déjà, de droit, à d'autres). Mais s'il n'était pas dépossédé de toute ressource économique, il n'aurait aucune raison de la céder. Libre et dépossédé à la fois: l'indépendance juridique va de pair avec la dépendance matérielle.»* Paolo Virno, Le souvenir du présent, p.157.

Le productivisme du salariat est compris dans cette tension d'une part entre l'équivalence abstraite du Droit, du libre contrat de travail, avec l'inégalité réelle du salaire et de la valeur produite (plus-value). D'autre part cette tension se manifeste dans la séparation concrète du salarié et de son activité, qui est soumission à une domination effective bien qu'elle puisse être l'enjeu de luttes (de classe), de purs rapports de force, entre les intérêts de l'employeur et des salariés.

Actuellement, si on tient compte de l'augmentation rapide et exponentielle du nombre de perdants de cette lutte, les travailleurs pauvres, les chômeurs, les précaires mais également les sans-papiers, les sans-logis et les sans-droit, il semble que pour se protéger des bénéficiaires du système qu'ils ont eux-mêmes défini et pour éviter la répression violente de ceux qui se révolteraient, il convient de proposer un «droit à l'existence» pour tous.

## **Le droit à l'existence**

L'idéologie détourne le sens des mots avec un libéralisme nous privant de toute liberté effective aussi bien que l'individualisme nous réduisant à l'impuissance.

L'individualisme abstrait du salariat, séparé de la société comme de sa propre subjectivité, n'est pas durable. La course actuelle de l'économie est folle; ses destructions immenses ne servent même pas à réduire la misère et ne font qu'approfondir toujours plus la déchirure initiale en menaçant nos existences mêmes.

La dépendance des humains à la nature

ou simplement aux autres est une réalité. Le progrès nous a libérés de certaines de ces dépendances et nous ne sommes pas condamnés à un retour à une époque révolue et à un quelconque totalitarisme.

*«Il est nécessaire de conquérir plutôt une liberté concrète pour un individu historique originairement social et politique, Citoyen du monde. Il ne s'agit de rien d'autre que de réaliser la déclaration universelle des Droits de l'Humain et ne plus se contenter de sa déclaration formelle, passer de l'égalité formelle à une véritable équité corrigeant les inégalités pour rendre la justice effective.»* [1]

Le retour à notre vie concrète, à un véritable droit à l'existence, exige de «favoriser» les défavorisés, de ne pas accepter la domination des dominants et de rendre obligatoire l'égalité sociale. La première chose à reconnaître, c'est qu'il n'y a pas d'individu indépendamment de la société et la proclamation de nos droits concrets ne peut aller sans l'affirmation de notre communauté dans un véritable droit au revenu (nous héritons tous de la civilisation), qui est aussi un droit à l'indépendance financière, c'est-à-dire à une liberté effective et d'abord celle de sa propre valorisation sociale. Cela suppose un niveau de revenu suffisant et non pas la simple survie matérielle.

Nous devons reconnaître, en effet, ce droit au travail en permettant le cumul de ce «Revenu d'Existence» avec une activité. Ce véritable droit à l'autonomie est tout le contraire de l'individualisme salarial, de la lutte de tous contre tous, et ne saurait être sans conséquences sur le système de production lui-même.

## **Citoyen du monde**

A ce point de l'article, il me semble important de reconsidérer le concept de mondialisation. L'individualisme conduisant à l'impuissance ne représente qu'une facette de l'emprise des dominants sur le monde soumis au système capitaliste. L'impossibilité d'imaginer un avenir commun aux populations de nations ou de continents différents, cette réminiscence persistante de nos cerveaux qui n'ont pas évolué aussi rapidement que les techniques de production, de transport ou de communication, non seulement empêche la prise de conscience des masses de leur pouvoir d'action face aux diktats d'une minorité mais comporte également le danger de voir ces mêmes populations s'affronter dans le cas où la crise nous conduirait au chaos.

En effet, la révolution à opérer concerne chaque humain, partout sur notre planète. Pour s'en persuader, prenons l'exemple de l'Afrique: quelques années après avoir acquis leur indépendance, dans les années '70, les anciennes colonies se sont vu proposer par



les gouvernements occidentaux des prêts devant leur permettre un développement rapide. Pour bien comprendre l'étendue de ce qui doit être considéré comme un véritable crime, il est nécessaire de savoir que notre système bancaire a permis à la Banque mondiale et au FMI de créer l'argent nécessaire à ces prêts en grande partie ex-nihilo. De plus, les intérêts de ces derniers étaient calculés pour absorber la totalité de ce que les nations africaines pouvaient produire. Ainsi, la part qui aurait dû être justement attribuée au développement d'un système social cohérent fut entièrement engloutie dans le remboursement de la dette et de ses intérêts. Il ne restait plus à la BM et au FMI qu'à augmenter les taux d'intérêts sur les dettes pour plonger les nations d'Afrique toute entière dans la misère, la famine et la guerre quasi-permanente.

En 1997, lors de l'éclatement de la bulle financière, les populations d'Asie se voyaient paupérisées à long terme. Par ailleurs, entre 1998 et 2002, l'Argentine parvenait péniblement à échapper à la faillite dans laquelle les plans du FMI et de la BM l'avaient poussée.

La crise actuelle reproduit ce schéma destructeur dans les pays occidentaux et européens en particulier. La Grèce, l'Italie, le Portugal et l'Espagne sont à la merci du système financier. Leurs gouvernements ont très peu de marge de manœuvre. La situation devient catastrophique pour une grande partie des populations concernées.

Tous ces exemples confirment l'idée que, pour garder confiance en l'avenir, il faut refuser de jouer sa destinée contre celle de ses voisins. La finance s'est libérée des contraintes territoriales depuis longtemps. Au tour des populations de s'affranchir des frontières réelles ou imaginaires. En effet, les défis énergétiques et écologiques auxquels l'humanité est confrontée se résoudront par une plus grande collaboration.

## Le Revenu d'Existence

Compte tenu de ces considérations, il est tout à fait imaginable d'échafauder des alternatives localement, en restant relié et en partageant ses expériences avec le reste du monde. En Suisse, une initiative populaire a été lancée cette année pour accorder à chacun un revenu minimal versé par l'Etat. Le débat est lancé, il ne s'agit plus d'une utopie mais pas encore du « Revenu d'Existence » évoqué dans ces lignes.

Rémy Gyger

### Notes

[1] Cet article est librement inspiré du livre « L'écologie politique à l'ère de l'information » de Jean Zin, éditions è®e 2006

# Initiative pour un revenu de base inconditionnel

**Une initiative fédérale demandant l'introduction d'un revenu de base inconditionnel (RBI) a récemment été lancée par un comité indépendant de toute force politique. Son principe est simple: chaque personne toucherait une somme minimale (autour de 2'500 francs par adulte dès 18 ans, soit le montant maximal de l'aide sociale et 625 francs par enfant), qu'elle travaille ou non.**

Ce revenu remplacerait toutes les prestations sociales qui s'avèreraient inférieures à cette somme (assurance-chômage, retraite, allocations familiales, rentes d'invalidité). Celles et ceux qui souhaiteraient augmenter leur pécule en exerçant une activité professionnelle lucrative, seraient bien sûr libres de le faire.

## Une revalorisation des activités alternatives au travail rémunéré

Avec le revenu de base, les besoins vitaux sont couverts pour tous les membres de la société. Personne n'a plus à craindre une perte complète de moyens - le revenu de base est là, que l'on travaille ou pas, que l'on dispose de fortune ou pas, du premier jusqu'au dernier jour de la vie. Ainsi, le revenu de base devient la forme économique du droit à l'existence. Ceci est d'autant plus important dans une économie de plus en plus automatisée et flexible. Le revenu de base promeut le travail choisi, qu'il soit rémunéré ou non.

C'est une profonde remise en cause du modèle de société actuel qui place le travail comme seul moyen d'existence digne dans une société où tout se vend et s'achète.

Depuis une quarantaine d'années, nos sociétés sont entrées dans une crise permanente. Le plein emploi n'est plus garanti et, avec la flexibilisation du travail, de plus en plus de personnes se retrouvent « à la marge ». Le système actuel tente de pallier à cette situation par toute une série de prestations sociales. Selon les initiateurs, le revenu de base inconditionnel permettrait d'atteindre le même but de façon plus simple. Les économies réalisées dans les prestations complémentaires, l'assistance sociale ou dans les assurances sociales permettraient de financer une partie du RBI. Une augmentation des impôts financerait le solde.

## Les critiques à l'initiative

Certains craignent que le RBI ne serve de subvention aux entreprises: celles-ci n'auraient plus besoin de payer des salaires corrects, le revenu de l'employé-e étant garanti par le RBI. Le syndicat SYNA y voit au contraire un renforcement de la position de la population active: les travaux simples ou actuellement mal payés devront obligatoirement être mieux rémunérés. Le RBI engendrera une véritable garantie de revenu qui contribuera à éradiquer la pauvreté et à renforcer la dignité de la personne.

## Pas un substitut des assurances sociales

L'AVS s'intègre parfaitement dans un revenu de base de 2'500 francs. Toutefois, il y a de nombreux droits légitimes dans l'Etat social qui vont au-delà du montant du RBI et qu'il faut absolument préserver. Le RBI devrait être un complément indispensable qui ne se substitue en aucun cas aux assurances sociales existantes. L'initiative ne dit rien à ce propos.

Rien ne garantit que l'éventuelle application concrète du RBI ne devienne une mesure d'économie de l'Etat social. L'initiative ne permet pas de faire l'économie des luttes sociales et syndicales nécessaires pour un nouveau partage de la richesse qui aille dans la bonne direction.

On retiendra que l'initiative propose une utopie attirante. L'importance des richesses dégagées par nos sociétés industrielles et productivistes rend possible le découplage des besoins existentiels et du travail rémunéré. Elle esquisse une alternative à une société basée sur la croissance. Nos lecteurs choisiront par eux-mêmes s'ils choisissent de soutenir l'initiative malgré les incertitudes qui l'entourent.

Michel Pellaton

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter notamment:

- Le site de l'initiative: [www.inconditionnel.ch](http://www.inconditionnel.ch)
- Le débat sur le revenu de base paru dans le *Courrier du 1er mai 2012*
- Le revenu garanti: une alternative sociopolitique, article paru dans *Angles d'Attac No 56*, novembre 2008

# Halte à une politique migratoire qui viole les droits humains

Pour protester contre une politique migratoire sans humanité, différentes organisations appellent à une manifestation le 23 juin à Berne (Schützenmatte, 14h). Cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la marche européenne des sans-papiers et des migrants du 2 juin au 2 juillet qui passera par la Suisse du 21 au 25 juin.

En Suisse sévit depuis quelques années une propagande xénophobe qui vise tour à tour les requérant-e-s d'asile, les réfugié-e-s, les Roms, les sans-papiers, les migrant-e-s irrégulier-e-s ou les étranger-e-s en général. Indésirables, les migrant-e-s ne sont bienvenus que comme boucs émissaires, instrumentalisés comme symbole de menace et d'insécurité. Invariablement, politicien-e-s et médias rejettent la responsabilité des problèmes sociaux et économiques sur les migrant-e-s. Au lieu de combattre les barrières politiques et structurelles qui entravent leur accès à l'éducation, au travail et aux droits politiques, les étrangers sont tenus seuls responsables de leur « intégration ». Plusieurs initiatives politiques menacent actuellement d'empirer la situation des migrant-e-s et requérant-e-s d'asile en Suisse, alors qu'en l'état, celle-ci est déjà fortement précaire. Nous luttons en détail contre :

## Non au déchaînement anti-requérant-e-s d'asile !

La n-ième révision de la Loi sur l'asile qui se trouve actuellement dans les pipelines du parlement portera des coups dévastateurs à la protection des réfugiés : elle prévoit d'exclure les déserteurs de l'asile, veut interdire les activités politiques aux requérants d'asile en Suisse et vise à supprimer la possibilité de déposer des demandes d'asile dans les ambassades suisses à l'étranger.

## Non à une politique de naturalisation encore plus restrictive !

Dans l'objectif de barricader l'accès à la naturalisation, celle-ci sera réservée aux titulaires d'un permis d'établissement (permis C). Avec la révision en cours, les jeunes qui ont grandi en Suisse et y ont été scolarisés, mais qui ont un permis F ou B, n'auront plus accès à la naturalisation.

## Non à une intégration contrainte !

Une nouvelle loi sur l'intégration veut

**MANIF**  
**HALTE À UNE POLITIQUE MIGRATOIRE SANS HUMANITÉ**  
**SAMEDI \* 23 JUIN 2012 \* BERNE**

**DÈS 14H30 RENDEZ-VOUS SCHÜTZENMATTE**

**15H30 DÉPART MANIF**

**17H00 RASSEMBLEMENT FINAL SUR LA PLACE FÉDÉRALE**

**18H00 FIN DE LA MANIF**

KEINE REPRESSION GEGEN FLÜCHTLINGE  
NIE MEHR BETTWIL  
ASILE POUR TOUS ET TOUTES  
POUR LA RÉGULARISATION COLLECTIVE  
NON À LA RÉVISION DE LA LOI SUR L'ASILE  
HALTE! AUX VOLS SPÉCIAUX

**pour une politique migratoire ouverte**

MARCHÉ EUROPÉENNE DES SANS-PAPIERS ET MIGRANTS  
ANNÉE 2012

MANIF AUTORISÉE  
NE PAS COLLER

WWW.ASYL.CH

fixer la norme de ce qu'est une « bonne intégration ». Alors que cette notion demeure plus que floue, elle sera décisive dans l'octroi et le prolongement de différentes autorisations de séjour.

## Non à l'exploitation des sans-papiers !

Plus de 100'000 sans-papiers vivent aujourd'hui en Suisse. Sans permis de travail, ils sont privés de leurs droits et systématiquement exploités en tant que force de travail bon marché. Nous demandons donc une régularisation collective de tout-e-s les sans-papiers !

A travers les révisions en cours, l'Etat suisse cherche à fermer ses frontières et parallèlement à restreindre les droits des migrant-e-s vivant déjà en Suisse.

Nous appelons à une manifestation na-

tionale le 23 juin 2012 pour protester contre ces nouvelles dérives dans la politique migratoire et dans la politique d'asile. Ainsi, nous souhaitons montrer que nous n'allons pas accepter, sans rien dire ni faire, des révisions hostiles aux étranger-e-s et contraires aux droits humains. Une fois de plus, nous nous opposons à des durcissements débridés à l'encontre des requérant-e-s d'asile et des migrant-e-s. Nous défendons le droit à l'asile, à la migration, et une vision de l'intégration multilatérale et inclusive.

Site de la manifestation :  
<http://fr.asyl.ch/>

Blog avec mise à jour quotidienne de la marche européenne : <http://marche-europeenne-des-sans-papiers.blogspot.fr/>